|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **NATIONS UNIES** |  | **MC** |
|  |  | **UNEP****/**MC/COP.2/12 |
| EP | **Programme des Nations Unies pour l’environnement** | Distr. générale  6 décembre 2018  Français  Original : anglais |

Conférence des Parties à la Convention   
de Minamata sur le mercure

Deuxième réunion

Genève, 19-23 novembre 2018

Décision adoptée par la deuxième Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure

MC-2/12 : Informations actualisées sur le budget pour 2019

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* sa décision MC-1/15 sur le programme de travail du secrétariat et le projet de budget pour l’exercice biennal 2018–2019,

*Se félicitant* de la contribution annuelle de la Suisse, qui accueille le secrétariat, d’un montant d’un million de francs suisses, qui est réparti à raison de 60 % au Fonds général d’affectation spéciale et de 40 % au Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées et qui doit servir en priorité à faciliter la participation de représentant(e)s de pays en développement à ses réunions,

*Prenant note des*contributions au Fonds général d’affectation spéciale versées par les Parties,

*Constatant* que le montant total de la réserve de trésorerie de la Convention dans le Fonds général d’affectation spéciale a été constitué en 2018,

*Constatant avec satisfaction* les contributions et les annonces de contributions au Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées faites par l’Autriche, la Finlande, la France, le Japon, la Norvège, les Philippines, la Suède, la Suisse et l’Union européenne,

*Constatant également avec satisfaction* les contributions et les annonces de contributions au Fonds d’affectation spéciale spécifique faites par l’Allemagne, l’Autriche, le Danemark, les États-Unis d’Amérique, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, la Suède et la Suisse,

*Rappelant* qu’elle a prié le Secrétaire exécutif, dans sa décision MC-1/15, de préparer un budget pour l’exercice biennal 2020-2021, qu’elle examinerait à sa troisième réunion, en 2019,

**I**

**Fonds général d’affectation spéciale pour la Convention de Minamata sur le mercure**

1. *Prend note* du bilan fait par la Secrétaire exécutive des activités menées en 2018 et des dépenses financées au moyen du Fonds général d’affectation spéciale prévues pour 2018, qui figurent dans la note du secrétariat sur le programme de travail et le budget pour l’exercice biennal 2018-2019[[1]](#footnote-2), ainsi que du rapport sur les activités menées par le secrétariat en 2018[[2]](#footnote-3), et prend note des ajustements qu’il est proposé de faire aux prévisions de dépenses dans le budget approuvé pour 2019 et des informations supplémentaires fournies dans le programme de travail et les fiches descriptives des activités inscrites au budget[[3]](#footnote-4) ;
2. *Engage* la Secrétaire exécutive, en tant que de besoin, à prélever sur le solde de trésorerie disponible dans le fonds général d’affectation spéciale en 2019 jusqu’à concurrence des ressources budgétaires dégagées pour les dépenses de personnel, à condition de ne pas faire passer le niveau des liquidités en dessous de la réserve de trésorerie, en vue d’améliorer la mise en œuvre rapide et efficace de la Convention, notamment par le partage avec les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm de services de secrétariat pertinents, dont la prestation est assurée par la Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l’environnement, selon qu’il convient et conformément à la décision MC-2/7 ;
3. *Approuve le*budget actualisé du Fonds général d’affectation spéciale pour 2019, qui s’élève à 4 080 374 dollars ;
4. *Autorise la*Secrétaire exécutive à prélever un montant de 237 300 dollars sur le solde excédentaire du Fonds général d’affectation spéciale disponible en 2019 ;
5. *Adopte le*barème indicatif des quotes-parts pour la répartition des dépenses de 2019 figurant dans le tableau 2 de la présente décision et autorise la Secrétaire exécutive, conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l’Organisation des Nations Unies, à ajuster ce barème afin d’y inclure toutes les Parties pour lesquelles la Convention entrera en vigueur avant le 1er janvier 2019 ;
6. *Rappelle* que les contributions au Fonds général d’affectation spéciale sont attendues le 1er janvier de l’année pour laquelle ces contributions ont été budgétisées et prie les Parties de verser leurs contributions promptement et intégralement, afin de permettre au secrétariat d’effectuer ses travaux ;

**II**

**Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées pour la Convention de Minamata sur le mercure**

1. *Prend note* du bilan fait par la Secrétaire exécutive des activités menées en 2018 et des dépenses prévues pour 2018 qui seront financées au moyen du Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées, qui figurent dans la note du secrétariat sur le programme de travail et le budget pour l’exercice biennal 2018-2019, ainsi que du rapport sur les activités menées par le secrétariat en 2018, et prend note des ajustements qu’il est proposé de faire aux prévisions de dépenses dans le budget de 2019 et des informations supplémentaires fournies dans le programme de travail et le tableau budgétaire détaillé ;
2. *Prend également note* du projet de budget actualisé du Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées pour 2019, qui s’élève à 4 014 890 dollars des États-Unis ;
3. *Prie les*Parties et invite les non Parties à la Convention et les autres intéressés en mesure de le faire à contribuer au Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées pour appuyer les activités de renforcement des capacités et d’assistance technique du secrétariat de la Convention, conformément à l’article 14 de la Convention ;
4. *Invite les*Parties et les non Parties à la Convention et les autres intéressés en mesure de le faire à verser des contributions préaffectées au Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées afin de faciliter la participation de représentant(e)s de pays en développement et de pays à économie en transition à ses réunions et à celles de ses organes subsidiaires ;

**III**

**Fonds d’affectation spéciale spécifique pour la Convention de Minamata sur le mercure**

1. *Prend note* du rapport d’ensemble sur le Programme international spécifique visant à soutenir le renforcement des capacités et l’assistance technique et sur le Fonds d’affectation spéciale spécifique pour ces activités[[4]](#footnote-5) ;
2. *Invite les*Parties et les non Parties à la Convention et les autres intéressés en mesure de le faire à contribuer au Fonds d’affectation spéciale spécifique pour appuyer les activités de renforcement des capacités et d’assistance technique conformément à l’article 13 de la Convention ;

**IV**

**Préparatifs pour l’exercice biennal 2020–2021**

1. *Prie la*Secrétaire exécutive d’établir un budget pour l’exercice biennal 2020-2021, qu’elle examinera à sa troisième réunion en 2019, en expliquant les principes fondamentaux, les hypothèses et la stratégie de programmation sur lesquels repose ce budget et en présentant les dépenses pour cet exercice biennal par programme et par activité inscrite au budget, chaque activité étant accompagnée d’une fiche descriptive ;
2. *Prie également* la Secrétaire exécutive, dans le cadre de l’établissement du budget et du programme de travail pour l’exercice biennal 2020-2021, de présenter deux scénarios dont :

a) Un présentant le budget opérationnel maintenu à son niveau de 2019 en valeur nominale ;

b) Un faisant apparaître les modifications qu’il faudrait apporter au scénario visé ci-dessus pour répondre aux besoins prévus et couvrir les coûts ou réaliser des économies connexes ;

1. *Prie en outre la*Secrétaire exécutive, lors de l’élaboration du programme de travail et du budget pour 2020-2021, de prendre en considération les arrangements pertinents en matière de partage de services et les propositions en rapport avec la fourniture de services de secrétariat à la Convention de Minamata formulées par la Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l’environnement, avec le concours de la Secrétaire exécutive de la Convention de Minamata et le soutien du Secrétaire exécutif des conventions de Bâle et de Stockholm et de la partie de la Convention de Rotterdam relevant du Programme des Nations Unies pour l’environnement, au sujet d’un cadre stable pour le partage des services pertinents, conformément au paragraphe 2 de la décision MC-2/7 ;
2. *Rappelle le*paragraphe 7 de l’article 5 des Règles de gestion financière et prie la Secrétaire exécutive d’accuser réception sans retard de toutes les annonces de contributions et de toutes les contributions acquittées et d’en informer les Parties par la publication d’informations actualisées sur l’état des contributions annoncées et acquittées sur le site Web de la Convention, et prie la Secrétaire exécutive de fournir des informations détaillées et actualisées sur les recettes et les dépenses effectives des trois fonds ;
3. *Souligne* que les propositions budgétaires doivent être réalistes et refléter les priorités convenues par l’ensemble des Parties dans le but d’assurer la viabilité et la stabilité du Fonds et du solde de trésorerie, y compris les contributions.

Tableau 1  
**Budget pour 2019 du Fonds général d’affectation spéciale et du Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées révisé par la Conférences des Parties à sa deuxième réunion**

(en dollars des États-Unis)

|  |  | | *Budget approuvé pour 2019 par la Conférence des Parties à sa première réunion* | | *Budget révisé  approuvé pour 2019 par la Conférence des Parties à sa deuxième réunion* | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | | *Fonds général d’affectation spéciale* | *Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées* | *Fonds général d’affectation spéciale* | *Fonds d’affectation spéciale à des fins déterminées* |
| **A. Conférences et réunions** | |  | | | | |
| **1. Deuxième réunion de la Conférence des Parties** | | | | | | |
| 1.1. Deuxième réunion | | | ─ | ─ | ─ | ─ |
| 1.2. Réunions préparatoires régionales | | | ─ | ─ | ─ | ─ |
| 1.3. Groupes d’experts intersessions dotés d’un mandat à durée déterminée prescrits par la Conférence des Parties à ses première et deuxième réunions | | | 105 000 | ─ | ─ | ─ |
| Groupe d’experts sur l’évaluation de l’efficacité | | | ─ | ─ | 85 000 | ─ |
| Groupe d’experts sur les déchets de mercure | | | ─ | ─ | 85 000 | ─ |
| **Total partiel** | | | **105 000** | **─** | **170 000** | **─** |
| **2. Troisième réunion de la Conférence des Parties** | | | | | | |
| 2.1. Troisième réunion | | | 840 000 | 640 000 | 840 000 | 640 000 |
| 2.1. Réunions préparatoires régionales | | | ─ | 535 000 | ─ | 535 000 |
| **Total partiel** | | | **840 000** | **1 175 000** | **840 000** | **1 175 000** |
| **3. Bureau de la Conférence des Parties** | | | | | | |
| 3.1. Réunions du Bureau | | | 25 000 | ─ | 50 000 | ─ |
| **Total partiel** | | | **25 000** | **─** | **50 000** | **─** |
| **4. Comité de mise en œuvre et du respect des obligations** | | | | | | |
| 4.1. Réunion du Comité | | | 30 000 | ─ | 30 000 | ─ |
| Coûts entraînés par certaines activités définies par le Comité, telles que la traduction des documents communiqués et la fourniture de services d’interprétation pendant la réunion, selon que de besoin | | | ─ | ─ | 20 000 | ─ |
| **Total partiel** | | | **30 000** | ─ | **50 000** | ─ |
| **Total (A)** | | | **1 000000** | **1 175 000** | **1 110 000** | **1 175 000** |
| **B. Renforcement des capacités et assistance technique** | | | | | | |
| **5. Programme de renforcement des capacités et d’assistance technique de la Convention de Minamata** | | | | | | |
| 5.1. Activités intersectorielles | | | ─ | 360 000 | ─ | 360 000 |
| 5.2. Étude d’impact | | | ─ | ─ | ─ | ─ |
| 5.3. Outils et méthodes | | | ─ | 60 000 | ─ | 60 000 |
| 5.4. Évaluation des besoins | | | ─ | ─ | ─ | ─ |
| 5.5. Activités de développement de capacités spécifiques | | | ─ | 600000 | ─ | 600000 |
| 5.6. Activités de renforcement des capacités menées sur demande | | | ─ | 960 000 | ─ | 960 000 |
| **Total (B)** | | | ─ | **1 980 000** | ─ | **1 980 000** |
| **C. Activités scientifiques et techniques** | | | | | | |
| **6. Appui scientifique aux États Parties à la Convention de Minamata** | | | | | | |
| 6.1. Appui scientifique aux États Parties à la Convention | | | ─ | ─ | ─ | 238 000 |
| Prestation de services consultatifs pour appuyer les travaux relatifs aux sites contaminés | | | ─ | ─ | ─ | 10 000 |
| **Total partiel** | | | **─** | **─** | **─** | **248 000** |
| **7. Évaluation de l’efficacité et plan mondial de surveillance** | | | | | | |
| 7.1. Évaluation de l’efficacité et plan mondial de surveillance | | | ─ | ─ | ─ | ─ |
| **Total partiel** | | | **─** | **─** | **─** | **─** |
| **8. Rapports nationaux présentés au titre de la Convention de Minamata** | | | | | | |
| 8.1. Rapports nationaux présentés au titre de la Convention de Minamata | | | 30 000 | ─ | 30 000 | ─ |
| **Total partiel** | | | **30 000** | **─** | **30 000** | **─** |
| **Total (C)** | | | **30 000** | **─** | **30 000** | **248 000** |
| **D. Gestion des connaissances et de l’information et communication** | | | | | | |
| **9. Publications** | | | | | | |
| 9.1. Publications | | | 30 000 | ─ | 30 000 | ─ |
| **Total partiel** | | | **30 000** | **─** | **30 000** | **─** |
| **10. Communication, information et sensibilisation du public** | | | | | | |
| 10.1. Communication, information et sensibilisation du public | | | 50 000 | ─ | 150 000 | ─ |
| **Total partiel** | | | **50 000** | **─** | **150 000** | **─** |
| **Total (D)** | | | **80 000** | **─** | **180 000** | **─** |
| **E. Gestion globale** | | | | | | |
| **11. Direction exécutive et administration** | | | | | | |
| 11.1. Gestion globale | | | 1 930 950 | ─ | 1 930 950 | ─ |
| 11.2. Frais de voyage du personnel | | | 150 000 | ─ | 150 000 | ─ |
| **Total partiel** | | | **2 080 950** | ─ | **2 080 950** | ─ |
| **12. Coopération et coordination au niveau international** | | | | | | |
| 12.1. Coopération sur le programme en matière de développement durable et d’environnement dans son ensemble | | | ─ | ─ | ─ | ─ |
| 12.2. Coopération au sein du groupe produits chimiques et déchets | | | ─ | ─ | ─ | ─ |
| 12.3. Autres questions de coopération et de coordination | | | ─ | ─ | ─ | ─ |
| **Total partiel** | | | **─** | **─** | **─** | **─** |
| **13. Ressources financières et mécanisme de financement** | | | | | | |
| 13.1. Mécanisme de financement | | | ─ | ─ | ─ | ─ |
| 13.2. Ressources financières | | | ─ | ─ | ─ | ─ |
| **Total partiel** | | | **─** | **─** | **─** | **─** |
| **Total (E)** | | | **2 080 950** | **─** | **2 080 950** | **─** |
| **F. Activités juridiques et de politique générale** | | | | | | |
| **14. Activités juridiques et de politique générale** | | | | | | |
| 14.1. Activités juridiques et de politique générale | | | ─ | ─ | ─ | 150 000 |
| **Total (F)** | | | **─** | **─** | **─** | **150 000** |
| **G. Entretien des locaux et services** | | | | | | |
| **15. Entretien des locaux et services** | | | | | | |
| 15.1. Entretien des locaux et services | | | 160 000 | ─ | 160 000 | ─ |
| **Total partiel** | | | **160 000** | ─ | **160 000** | ─ |
| **16. Services informatiques** | | | | | | |
| 16.1. Services informatiques | | | 50 000 | ─ | 50 000 | ─ |
| **Total partiel** | | | **50 000** | **─** | **50 000** | **─** |
| **Total (G)** | | | **210 000** | **─** | **210 000** | **─** |
| **Ressources requises pour toutes les activités** | | | | | | |
| **Total (A à G), à l’exclusion des dépenses d’appui au programme** | | | **3 400950** | **3 155 000** | **3 610 950** | **3 553 000** |
| Dépenses d’appui au programme | | | 442 124 | 410 150 | 469 424 | 461 890 |
| **Total (A à G), à l’exclusion des dépenses d’appui au programme** | | | **3 843 074** | **3 565 150** | **4 080 374** | **4 014 890** |
| **Économies réalisées en 2018** | | | **─** | **─** | **237 300** | **─** |
| **Total, 2019** | | | **3 843 074** | **3 565 150** | **3 843 074** | **4 014 890** |
| **Total des ressources requises pour 2019** | | | **7 408 224** | | **7 857 964** | |

Tableau 2  
**Barème indicatif des quotes-parts au Fonds général d’affectation spéciale   
pour les contributions de 2019\***

(en dollars des États-Unis)

| *Partie* | | | *Barème de l’ONU (%)* | *Barème indicatif de la Convention de Minamata (maximum : 22% ; minimum : 0,010 %) (%)* | *Contribution devant être versée par les Parties pour 2019* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Total** | **Groupe** | **Afrique** | | | |
| 1 | 1 | Bénin | 0,003 | 0,010 | 329 |
| 2 | 2 | Botswana | 0,014 | 0,019 | 619 |
| 3 | 3 | Burkina Faso | 0,004 | 0,010 | 329 |
| 4 | 4 | Tchad | 0,005 | 0,010 | 329 |
| 5 | 5 | Djibouti | 0,001 | 0,010 | 329 |
| 6 | 6 | Eswatini | 0,002 | 0,010 | 329 |
| 7 | 7 | Gabon | 0,017 | 0,023 | 752 |
| 8 | 8 | Gambie | 0,001 | 0,010 | 329 |
| 9 | 9 | Ghana | 0,016 | 0,022 | 707 |
| 10 | 10 | Guinée | 0,002 | 0,010 | 329 |
| 11 | 11 | Lesotho | 0,001 | 0,010 | 329 |
| 12 | 12 | Madagascar | 0,003 | 0,010 | 329 |
| 13 | 13 | Mali | 0,003 | 0,010 | 329 |
| 14 | 14 | Mauritanie | 0,002 | 0,010 | 329 |
| 15 | 15 | Maurice | 0,012 | 0,016 | 530 |
| 16 | 16 | Namibie | 0,010 | 0,013 | 442 |
| 17 | 17 | Niger | 0,002 | 0,010 | 329 |
| 18 | 18 | Nigéria | 0,209 | 0,281 | 9 239 |
| 19 | 19 | Rwanda | 0,002 | 0,010 | 329 |
| 20 | 20 | Sao Tomé-et-Principe | 0,001 | 0,010 | 329 |
| 21 | 21 | Sénégal | 0,005 | 0,010 | 329 |
| 22 | 22 | Seychelles | 0,001 | 0,010 | 329 |
| 23 | 23 | Sierra Leone | 0,001 | 0,010 | 329 |
| 24 | 24 | Togo | 0,001 | 0,010 | 329 |
| 25 | 25 | Zambie | 0,007 | 0,010 | 329 |
| **Total** | **Groupe** | **Asie-Pacifique** | | | |
| 26 | 1 | Afghanistan | 0,006 | 0,010 | 329 |
| 27 | 2 | Chine | 7,921 | 10,648 | 350 159 |
| 28 | 3 | Inde | 0,737 | 0,991 | 32 580 |
| 29 | 4 | Indonésie | 0,504 | 0,677 | 22 280 |
| 30 | 5 | Iran (République islamique d’) | 0,471 | 0,633 | 20 821 |
| 31 | 6 | Japon | 9,680 | 13,012 | 427 918 |
| 32 | 7 | Jordanie | 0,020 | 0,027 | 884 |
| 33 | 8 | Kiribati | 0,001 | 0,010 | 329 |
| 34 | 9 | Koweït | 0,285 | 0,383 | 12 599 |
| 35 | 10 | République démocratique populaire lao | 0,003 | 0,010 | 329 |
| 36 | 11 | Liban | 0,046 | 0,062 | 2 033 |
| 37 | 12 | Mongolie | 0,005 | 0,010 | 329 |
| 38 | 13 | Palaos | 0,001 | 0,010 | 329 |
| 39 | 14 | Samoa | 0,001 | 0,010 | 329 |
| 40 | 15 | Singapour | 0,447 | 0,601 | 19 760 |
| 41 | 16 | Sri Lanka | 0,031 | 0,042 | 1 370 |
| 42 | 17 | République arabe syrienne | 0,024 | 0,032 | 1 061 |
| 43 | 18 | Thaïlande | 0,291 | 0,391 | 12 864 |
| 44 | 19 | Émirats arabes unis | 0,604 | 0,812 | 26 701 |
| 45 | 20 | Viet Nam | 0,058 | 0,078 | 2 564 |
| **Total** | **Groupe** | **Europe centrale et orientale** | | | |
| 46 | 1 | Arménie | 0,006 | 0,010 | 329 |
| 47 | 2 | Bulgarie | 0,045 | 0,060 | 1 989 |
| 48 | 3 | Croatie | 0,099 | 0,133 | 4 376 |
| 49 | 4 | Tchéquie | 0,344 | 0,462 | 15 207 |
| 50 | 5 | Estonie | 0,038 | 0,051 | 1 680 |
| 51 | 6 | Hongrie | 0,161 | 0,216 | 7 117 |
| 52 | 7 | Lettonie | 0,050 | 0,067 | 2 210 |
| 53 | 8 | Lituanie | 0,072 | 0,097 | 3 183 |
| 54 | 9 | République de Moldova | 0,004 | 0,010 | 329 |
| 55 | 10 | Roumanie | 0,184 | 0,247 | 8 134 |
| 56 | 11 | Slovaquie | 0,160 | 0,215 | 7 073 |
| 57 | 12 | Slovénie | 0,084 | 0,113 | 3 713 |
| **Total** | **Groupe** | **Amérique latine et Caraïbes** | | | |
| 58 | 1 | Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 0,010 | 329 |
| 59 | 2 | Argentine | 0,892 | 1,199 | 39 432 |
| 60 | 3 | Bolivie (État plurinational de) | 0,012 | 0,016 | 530 |
| 61 | 4 | Brésil | 3,823 | 5,139 | 169 001 |
| 62 | 5 | Chili | 0,399 | 0,536 | 17 638 |
| 63 | 6 | Costa Rica | 0,047 | 0,063 | 2 078 |
| 64 | 7 | Cuba | 0,065 | 0,087 | 2 873 |
| 65 | 8 | République dominicaine | 0,046 | 0,062 | 2 033 |
| 66 | 9 | Équateur | 0,067 | 0,090 | 2 962 |
| 67 | 10 | El Salvador | 0,014 | 0,019 | 619 |
| 68 | 11 | Guyana | 0,002 | 0,010 | 329 |
| 69 | 12 | Honduras | 0,008 | 0,010 | 329 |
| 70 | 13 | Jamaïque | 0,009 | 0,010 | 329 |
| 71 | 14 | Mexique | 1,435 | 1,929 | 63 436 |
| 72 | 15 | Nicaragua | 0,004 | 0,010 | 329 |
| 73 | 16 | Panama | 0,034 | 0,046 | 1 503 |
| 74 | 17 | Paraguay | 0,014 | 0,019 | 619 |
| 75 | 18 | Pérou | 0,136 | 0,183 | 6 012 |
| 76 | 19 | Saint-Kitts-et-Nevis | 0,001 | 0,010 | 329 |
| 77 | 20 | Suriname | 0,006 | 0,010 | 329 |
| 78 | 21 | Uruguay | 0,079 | 0,106 | 3 492 |
| **Total** | **Groupe** | **États d’Europe occidentale et autres États** | | | |
| 79 | 1 | Autriche | 0,720 | 0,968 | 31 829 |
| 80 | 2 | Belgique | 0,885 | 1,190 | 39 123 |
| 81 | 3 | Canada | 2,921 | 3,926 | 129 127 |
| 82 | 4 | Danemark | 0,584 | 0,758 | 25 817 |
| 83 | 5 | Union européenne | 2,500 | 2,500 | 82 215 |
| 84 | 6 | Finlande | 0,456 | 0,613 | 20 158 |
| 85 | 7 | France | 4,859 | 6,532 | 214 799 |
| 86 | 8 | Allemagne | 6,389 | 8,588 | 282 435 |
| 87 | 9 | Islande | 0,023 | 0,031 | 1 017 |
| 88 | 10 | Liechtenstein | 0,007 | 0,010 | 329 |
| 89 | 11 | Luxembourg | 0,064 | 0,086 | 2 829 |
| 90 | 12 | Malte | 0,016 | 0,022 | 707 |
| 91 | 13 | Monaco | 0,010 | 0,013 | 442 |
| 92 | 14 | Pays-Bas | 1,482 | 1,992 | 65 514 |
| 93 | 15 | Norvège | 0,849 | 1,141 | 37 531 |
| 94 | 16 | Portugal | 0,392 | 0,527 | 17 329 |
| 95 | 17 | Suède | 0,956 | 1,285 | 42 261 |
| 96 | 18 | Suisse\*\* | 1,140 | 1,532 | 50 395 |
| 97 | 19 | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord | 4,463 | 5,999 | 197 293 |
| 98 | 20 | États-Unis d’Amérique | 22 | 22,000 | 723 492 |
| **Total général** | | |  | **100,00** | **3 288 599** |

\* Le présent tableau des contributions a été établi sur la base de l’état de ratification au 18 septembre 2018 en ce qui concerne 98 Parties à la Convention de Minamata sur le mercure.

\* La contribution du pays hôte (Suisse) comprend la contribution au Fonds général d’affectation spéciale, qui est indiquée dans le tableau à titre d’information.

Annexe à la décision MC-2/12

**Organigramme du secrétariat de la Convention de Minamata sur le mercure**

Secrétaire exécutif(ve)  
(D-1)

Administrateur(trice) hors classe (coordination et politique générale) (P‑5)

Administrateur(trice) de programmes (science et technologie) (P-4)

Administrateur(trice) de programmes (renforcement des capacités et assistance technique) (P-4)

Administrateur(trice) de programmes et juriste (P-3)

Administrateur(trice) de programmes (gestion des communications et connaissances) (P-3)

Administrateur(trice) de programmes\*  
(P-3)

Assistant(e) (finances)*\*  
(*G-5)

Assistant(e) (information publique) (G-5)

Assistant(e) de programme (G-5)

Assistant(e) d’équipe  
*(*G-4)

Assistant(e) d’équipe   
*(*G-4)

Administrateur(trice) de programmes hors classe\*\* (P-5)

\* Postes financés au moyen des ressources destinées à l’appui aux programmes.

\*\* Postes financés au moyen des contributions volontaires.

1. UNEP/MC/COP.2/18. [↑](#footnote-ref-2)
2. UNEP/MC/COP.2/17, annexe. [↑](#footnote-ref-3)
3. UNEP/MC/COP.2/INF/9. [↑](#footnote-ref-4)
4. UNEP/MC/COP.2/9. [↑](#footnote-ref-5)